

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG55/M/1

23 juillet 1999

(99-3103)

Comité des accords commerciaux régionaux
Vingt-troisième session

EXAMEN DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA CROATIE ET LA SLOVÉNIE

Note sur la réunion du 2 juillet 1999

Président: M. Andrew Stoler (États-Unis)

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/1118.
2. Au titre du point C.XVI de l'ordre du jour, le Comité des accords commerciaux régionaux a procédé à l'examen de l'Accord de libre-échange entre la Croatie et la Slovénie. Les questions suivantes ont été examinées:
 - A. Observations générales
 - B. Section I - Renseignements généraux sur l'Accord
 - I.1 - Date de la signature, ratification et entrée en vigueur
 - I.3 - Portée et produits visés
 - I.4 - Données commerciales
 - C. Section II - Dispositions commerciales
 - II.2 - Restrictions à l'exportation
 - II.3 - Règles d'origine et coopération en matière d'administration douanière
 - II.5 - Mesures de sauvegarde
 - II.8 - Dispositions sectorielles

A. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

3. Le Président a indiqué qu'il s'agissait de la première séance d'examen du présent accord qui avait été signé le 12 décembre 1997 et était entré en vigueur à titre provisoire le 1^{er} janvier 1998. La notification de cet accord figurait dans le document WT/REG55/N/1, daté du 30 mars 1998, et l'Accord lui-même, dans le document WT/REG55/1. La réunion se déroulerait de la manière suivante: dans un premier temps, la délégation de la Slovénie, qui s'exprimerait également au nom de la Croatie, serait invitée à faire part de ses observations générales, puis ce serait au tour des autres Membres. Le Comité examinerait ensuite les détails de l'Accord en suivant la structure du modèle de présentation type (WT/REG55/2). Le mandat pour l'examen, qui figurait dans le document WT/REG55/3, était le suivant: "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, l'Accord de libre-échange entre la Croatie et la Slovénie; présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises". Ce mandat devrait être exécuté "étant entendu que les points convenus dont le Président du Conseil du commerce des marchandises a donné lecture au titre du point 7 de l'ordre du jour de la réunion du 20 février 1995 et qui sont reproduits dans le document WT/REG3/1 s'appliqueraient *mutatis mutandis* à cet examen. Il était également entendu qu'au cours de l'examen il

serait tenu dûment compte des différences intrinsèques entre les unions douanières et les zones de libre-échange".

4. Le représentant de la Slovénie a indiqué que même s'il s'agissait d'un accord plutôt classique, il existait des rapports politiques particuliers entre les pays du fait de leur frontière et de leur histoire communes en tant que parties de l'ex-Yougoslavie. Ces pays étaient également d'importants partenaires commerciaux. L'Accord faisait état de la nécessité de renforcer la coopération économique et d'intégrer les deux économies. L'élément le plus important était l'établissement d'une zone de libre-échange avant le début de 2001. Les Parties avaient fourni des renseignements dans le modèle de présentation type contenant les principales caractéristiques de l'Accord et, étant donné qu'elles en avaient fourni de nouveaux récemment, l'intervenant ne pouvait guère apporter d'autres précisions.

B. SECTION I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

Section I.1 - Date de la signature, ratification et entrée en vigueur

5. Le représentant des États-Unis a indiqué qu'étant donné que l'Accord ne semblait être entré en vigueur qu'à titre provisoire, sa délégation souhaitait savoir à quel moment il avait été réellement notifié à l'OMC et connaître la date à laquelle il serait officiellement ratifié.

6. Le représentant de la Slovénie a précisé que l'Accord avait été notifié à l'OMC en mars 1998 et que le texte lui-même lui avait été transmis en décembre 1998. L'Accord avait été ratifié par la Slovénie le 13 avril 1999. Il avait également été ratifié par la Croatie mais il ne connaissait pas la date de ratification et a proposé de la communiquer ultérieurement.

Section I.3 – Portée et produits visés

7. Le représentant du Canada a demandé que les parties donnent des précisions sur les produits et le nombre de positions tarifaires relevant des chapitres 25 à 97 du SH qui n'étaient pas visés par l'Accord ainsi que sur les produits agricoles qui l'étaient. Le représentant de la Slovénie a proposé de fournir les renseignements demandés par écrit à une date ultérieure.

Section I.4 - Données commerciales

8. Se référant aux données commerciales présentées dans les annexes au modèle de présentation type, le représentant des États-Unis a indiqué que plus de 30 pour cent des produits faisaient l'objet de droits de douane préférentiels non nuls. Selon sa délégation, l'article XXIV ne prévoyait rien d'autre que l'application de droits nuls ou des taux NPF et il n'était pas certain que l'Accord couvre "l'essentiel des échanges commerciaux".

C. SECTION II - DISPOSITIONS COMMERCIALES

Section II.2 - Restrictions à l'exportation

9. Appelant l'attention sur l'annexe II dont il est question à l'article 9 de l'Accord, le représentant de la Slovénie a précisé que toutes les restrictions quantitatives appliquées à l'exportation avaient depuis lors été supprimées en Croatie.

Section II.3 – Règles d'origine et coopération en matière d'administration douanière

10. Le représentant des États-Unis a indiqué que, d'après les renseignements fournis dans le modèle de présentation type, l'Accord n'employait pas le système du cumul paneuropéen mais que les règles d'origine appliquées par ledit accord étaient harmonisées avec celles d'autres accords de libre-échange en vigueur en Europe. Compte tenu du fait que l'Accord n'était pas régi par le système du cumul paneuropéen, comment les règles d'origine avaient-elles été harmonisées? Les Parties entendaient-elles participer à ce système ou l'Accord comportait-il une disposition à cet effet? Le représentant de la Slovénie a précisé que l'Accord ne contenait aucune disposition prévoyant la participation de la Croatie au système du cumul paneuropéen. L'emploi du terme "harmonisation" résultait de la similitude entre les dispositions de l'Accord relatives aux règles d'origine et les dispositions correspondantes d'autres accords.

11. Le représentant des États-Unis souhaitait obtenir des précisions sur les types de conditions d'ouvroison ou de transformation supplémentaires ou autres conditions qui étaient nécessaires pour permettre à un produit en provenance de Croatie importé par la Slovénie de bénéficier du système du cumul paneuropéen. Les conditions d'ouvroison ou de transformation requises applicables aux importations de la Slovénie en provenance de Croatie pour bénéficier de ce système différaient-elles de celles appliquées aux produits des autres Membres de l'OMC? Le représentant de la Slovénie a indiqué que, pour répondre à la question posée, il lui faudrait préalablement consulter les autorités de son pays.

Section II.5 - Mesures de sauvegarde

12. Notant que les Parties pouvaient prendre des mesures de sauvegarde pour protéger les industries naissantes et qu'aucune mesure de ce type n'était autorisée au-delà du 1^{er} janvier 2001, le représentant du Canada a demandé s'il existait une limite concernant la durée pendant laquelle ces mesures pouvaient être appliquées. Une Partie pouvait-elle appliquer une mesure le 31 décembre 2000 et la maintenir ensuite pendant une période de cinq ou dix ans. Le délai fixé ne s'appliquait-il qu'à la date à laquelle une mesure de sauvegarde était introduite ou la durée de la mesure elle-même était-elle également limitée? Le représentant de la Slovénie a indiqué que la date mentionnée par le représentant du Canada apparaissait sous la rubrique concernant l'ajustement structurel et non sous celle relative aux mesures de sauvegarde. Il considérait qu'il n'était pas possible qu'une mesure introduite le 31 décembre 2000 soit ensuite maintenue pendant une période de cinq à dix ans.

13. Le représentant des États-Unis a demandé si l'Accord comportait une disposition interdisant l'application de mesures de sauvegarde conformément à l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes entre les Parties. Le représentant de la Slovénie a répondu que l'Accord ne contenait aucune disposition de ce type.

Section II.8 – Dispositions sectorielles

14. Le représentant du Canada se demandait quel type de mécanisme permettait d'accorder éventuellement de nouvelles concessions dans le secteur de l'agriculture et s'il existait un calendrier précis concernant cet effort de libéralisation. Le représentant de la Slovénie a indiqué que l'Accord ne contenait pas de dispositions spécifiques concernant l'octroi de nouvelles concessions dans ce domaine. Toutefois, le principal mécanisme permettant de traiter cette question serait le Comité mixte. En outre, dans le cadre des discussions actuelles entre la Croatie et la Slovénie concernant l'accession de la Croatie à l'OMC, les deux pays menaient des négociations en vue d'étendre les concessions accordées dans le secteur agricole sur une base NPF.

15. Le Président a indiqué qu'un certain nombre de questions demeuraient en suspens et qu'elles devraient être adressées au Secrétariat avec toute autre question éventuelle, le 15 juillet 1999 au plus tard. Les questions et réponses écrites pourraient ainsi être distribuées à temps pour la prochaine séance d'examen de l'Accord.

16. Le Comité a pris note des observations formulées.
